



Visite du Directeur Interrégional au SPIP de Bdx : rencontre avec un responsable ouvert, attentif et fin politique !

Profitant de la visite du nouveau directeur interrégional sur l'antenne milieu ouvert du SPIP de Bordeaux, une délégation de l'intersyndicale (représentée par le SNEPAP-FSU et la CGT IP) issue du mouvement social de mars 2016 a pu avoir une audience avec l'intéressé, le 20 avril dernier.

Après avoir fait part de leurs regrets quant au jour de la visite (vacances scolaires + mercredi après-midi) peu propice à la rencontre des personnels et au fait qu'il ne soit pas allé visiter l'antenne du milieu fermé lors de son passage au CP de Gradignan (il dira ici qu'il ne visite jamais une structure avant d'en avoir vu "le patron", disjoignant ici nettement SPIP et CP – chose maintenant faite, il se rendra prochainement sur l'antenne du milieu fermé – ouf !) les CPIP présents ont pu, arguments à l'appui (l'exemple bordelais étant une caricature des doléances exprimées), dire au Directeur Interrégional la responsabilité qui était la sienne dans le soutien à apporter aux revendications des personnels d'insertion et de probation.

Effectivement, du fait du passé de DFSPIP du Directeur Interrégional, mais aussi du statut de DSPIP et ancien membre du CTPSE (représentant l'administration) de son adjoint, il a été démontré que nulle autre région ne pouvait avoir plus de poids politique auprès de la DAP pour porter la parole des agents en mouvement.

Connaissant parfaitement le dossier, mais refusant dans un premier temps d'aller sur ce terrain où il lui était demandé de s'engager (arguant qu'il s'agissait ici essentiellement d'une question budgétaire gérée au plus haut niveau) il a reconnu toutefois être amené à faire remonter des "avis", notamment sur la situation actuelle des SPIP et que la question politique, naturellement, se posait (par exemple quant aux conséquences d'une évolution statutaire par rapport aux prétentions d'autres corps de l'AP et du ministère) ; il a, par ailleurs, reconnu, en pointillés, la légitimité des revendications portées par les personnels d'insertion et de probation ! Il s'est d'ailleurs formellement engagé, es qualité, à veiller à l'équilibre entre SPIP et établissements pénitentiaires.

Néanmoins, pour lui, les annonces du ministre sur les différents motifs de mécontentement, sont la preuve de la reconnaissance de la filière insertion et probation par l'Etat (une "nécessité" selon lui) ; elles justifieraient donc d'ores et déjà l'arrêt du mouvement !

Il lui a alors été rappelé qu'en tant qu'agents responsables, les personnels d'insertion et de probation sauraient mettre fin à leur action dès lors que le périmètre des négociations, notamment sur la question statutaire, serait mieux défini (il ne l'est pas malgré un calendrier proposé) et que des garanties en ce sens seraient apportées.

Revenant sur l'attitude responsable des personnels engagés au regard des modalités d'actions qui n'ont pas d'incidences directes sur la prise en charge des PPSMJ, il a été demandé au Directeur Interrégional de soutenir ses personnels face à des "réquisitions" souvent abusives de l'encadrement, avec une méthode manquant parfois de discernement ; la discussion a ici dépassé le cas bordelais pour pointer la gestion "violente" de l'antenne de Rochefort.

Assumant avoir demandé aux DFSPIP d'imposer aux agents de participer à l'ensemble des tâches du SPIP (disant se placer plutôt dans le domaine de la responsabilité que dans celui du droit ...), il a en outre estimé que ces consignes venaient finalement "donner du corps" au mécontentement manifesté, peu visible par ailleurs !!! Immédiatement, nous lui avons formellement su gré de sa participation à notre mouvement social !

Le Directeur Interrégional a aussitôt ajouté qu'il n'y avait eu aucun "trentième" de prononcé, sous-entendant, à ce moment, qu'il n'y en aurait pas s'il n'y avait pas plus de contradictions entre les modalités actuelles d'action et le respect du statut spécial !

Il s'est enfin exprimé sur la question rochefortaise, affirmant être très attentif à cette situation, avec un souci "d'apaisement" ; il s'y déplacera d'ici 3 semaines et des réponses précises seront apportées "avant l'été" !

Pour conclure, l'intersyndicale a eu affaire à un Directeur Interrégional qui fait preuve d'un réel intérêt pour la filière insertion et probation et est très attentif au mouvement social en cours. Si finalement "le travail est (tout de même) fait", il a reconnu que notre action posait problème à l'administration en terme "d'image". Soutenant ne pas y être dans son rôle, il a minimisé ses possibilités d'engagement politique sur le dossier des revendications des personnels d'insertion et de probation, tout en laissant habilement entendre ici et là, que celles-ci n'étaient pas illégitimes.